

*Questions orales***LES AÉROPORTS**

PRINCE-ALBERT—LA QUESTION DE L'AFFECTATION DE FONDS
AUX FINS D'AMÉLIORATIONS

Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Il y a dix jours environ, je crois, je lui ai posé une question au sujet de l'engagement dont la presse a beaucoup parlé à Prince-Albert et qu'aurait pris le ministre des Transports au moment des élections partielles, voulant qu'on dépense de 3 à 6 millions de dollars à améliorer l'aéroport de Prince-Albert. Le ministre et le Conseil du Trésor ont-ils été saisis de l'affaire?

● (1140)

L'hon. Robert K. Andras (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, il y a eu des pourparlers à ce sujet. Mais le ministre des Transports serait mieux en mesure de répondre de façon définitive à cette question lorsque l'occasion se présentera.

M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, le ministre des Transports n'est pas le président du Conseil du Trésor. Je demande à ce dernier s'il a reçu une demande officielle. Je lui signale—et j'espère qu'il prendra cela en bonne part—que si cette dépense n'est pas engagée, le ministre des Transports ne pourra pas atterrir à Prince-Albert pour la prochaine élection partielle.

M. Andras: D'après ce que je sais des propositions, je serais porté à croire que les recommandations du ministre des Transports sont tout à fait judicieuses.

M. Basford: Monsieur l'Orateur, je soulève la question de privilège.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je donnerai la parole au ministre à midi.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

DEMANDE DE MAINTIEN À EDMONTON DU RÉGIMENT
AÉROPORTÉ

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Je sais que le premier ministre est partisan de la démocratie active. Étant donné que presque tout le monde souhaite que le commando bilingue reste en poste à Edmonton, le premier ministre envisage-t-il de revenir sur la décision de transférer cette unité dans le Canada central, ceci afin d'encourager le sentiment d'unité nationale dans l'Ouest canadien?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, j'ai du mal à croire que le député veuille sérieusement que je revienne sur une décision prise par le ministre de la Défense nationale, sur les recommandations de l'état-major de la Défense et de ses conseillers militaires hauts gradés. Je constate que le chef d'état-major de la Défense a quitté la tribune, mais je suis sûr que, s'il était ici, il trouverait la question absurde.

Des voix: Oh, oh!

[M. Trudeau.]

M. Paproski: Étant donné que nous ne sommes pas en temps de guerre et que le moral des troupes est une chose très importante en temps de paix...

Des voix: Bravo!

M. Paproski: ... et que c'est donc de cela qu'il faudrait se soucier d'abord, le premier ministre est-il prêt à réexaminer cette décision ruineuse et stupide?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, c'est une question dont le ministre de la Défense nationale a parlé à diverses reprises, mais je suis assurément d'accord avec le député pour dire que nous ne sommes pas en temps de guerre. Monsieur l'Orateur, à votre tribune se trouvent Roméo et Juliette, deux Canadiens de Hamilton.

Des voix: Bravo!

* * *

LA MAIN-D'ŒUVRE

LE PROGRAMME CANADA AU TRAVAIL—DEMANDE D'OCTROI
AUX MAIRES DU POUVOIR D'EMBAUCHE RÉSERVÉ AUX
BUREAUX DE PLACEMENT

M. Cecil Smith (Churchill): Monsieur l'Orateur, c'est au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration que je pose ma question. Je tiens auparavant à lui donner, ainsi qu'au premier ministre, l'assurance que personne dans la circonscription de Churchill ne vit au-dessus de ses moyens. Le taux de chômage dans cette circonscription dépasse les 20 p. 100. Or, pour pouvoir bénéficier des programmes factices de création d'emplois, un chômeur doit s'inscrire à un Centre de main-d'œuvre. Bien souvent ce centre se trouve situé à des centaines de milles de sa localité. Le ministre entend-il donner les autorisations nécessaires aux chefs et aux conseils, aux maires et aux conseils, qui sont les plus aptes à faire embaucher des chômeurs au sein de leur localité? Va-t-il les autoriser à procéder à l'embauche au niveau local?

L'hon. Bud Cullen (ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, le Centre de main-d'œuvre agit en quelque sorte comme agent co-ordonnateur. Je vais examiner la situation pour voir si nous ne pourrions pas faire mieux que par le passé.

* * *

L'ÉNERGIE

LA POLITIQUE RELATIVE À LA FIXATION DES PRIX ET AUX
AVANTAGES FISCAUX DANS LE CAS DES SOCIÉTÉS ENGAGÉES
ACTUELLEMENT OU ÉVENTUELLEMENT DANS L'EXPLOITATION
DES SABLES BITUMINEUX

M. James Gillies (Don Valley): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Elle fait suite au rapport sur les sables bitumineux et sur les huiles lourdes. Il est tout à fait scandaleux de ne pas l'avoir déposé à la Chambre afin que nous puissions poser des questions appropriées. Le gouvernement a-t-il pour principe de permettre à toutes les sociétés qui exploitent les sables bitumineux ou qui ont l'intention de le faire de fixer les mêmes prix pour le pétrole et de profiter du même régime fiscal?